



Etablissement Public
de Santé Mentale **74**

EPSM - LA ROCHE SUR FORON (74)

**LOCATION DE MODULAIRES, Y COMPRIS ÉTUDES ET TRAVAUX
AFFÉRENTS A LEUR INSTALLATION, POUR LA CONTINUITE DU
CMPI ET DU CATTPI DE VETRAZ MONTHOUX**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	3
GLOSSAIRE.....	4
ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES DE L'OPÉRATION.....	5
a. Objet de la consultation	5
b. Contexte de l'opération	5
c. Intervenants	5
d. Réglementation	5
ARTICLE 2 -DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'OPÉRATION	6
a. Autorisations administratives	6
b. Études d'exécution	6
c. Planning d'exécution	7
d. Qualité et provenance des matériaux	7
e. Préparation des travaux	7
f. Constat / État des lieux	8
g. Protection des ouvrages et matériels existants	8
h. Plan d'implantation des ouvrages et piquetages	8
i. Installations de chantier	9
j. Gestion des déchets	9
k. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre	10
l. Lutte contre le travail dissimulé	10
m. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	10
n. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	11
o. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés	11
p. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	11
q. Réception des travaux afférents et mise à disposition des modulaires.....	11
r. Documents à fournir au plus tard à la réception des prestations	12
ARTICLE 3 -TRAVAUX À LA CHARGE DU TITULAIRE.....	13
a. Prestations connexes à la fourniture des modulaires	13
b. Vérification des installations	15
c. Conditions de livraison pour l'installation des modulaires	15
d. Conditions de retrait des modulaires.....	15
ARTICLE 4 -DISPOSITIONS TECHNIQUES	16
a. Structure.....	16
b. Toiture.....	16
c. Façades.....	17
d. Cloisons	18
e. Revêtement de sol	18
f. Menuiseries extérieures.....	18
g. Menuiseries intérieures	19
h. Plomberie	20
ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES BESOINS : SURFACES	21
a. Surfaces demandées pour les locaux du CMPI.....	21
b. Surfaces demandées pour les locaux du CATTPI	21
ARTICLE 6 – DETAILS DES SALLES	22
a. Espaces communs	22
b. Salles du CMPI	22
c. Salles du CATTPI	22
ARTICLE 7 – DIAGRAMME FONCTIONNEL	23

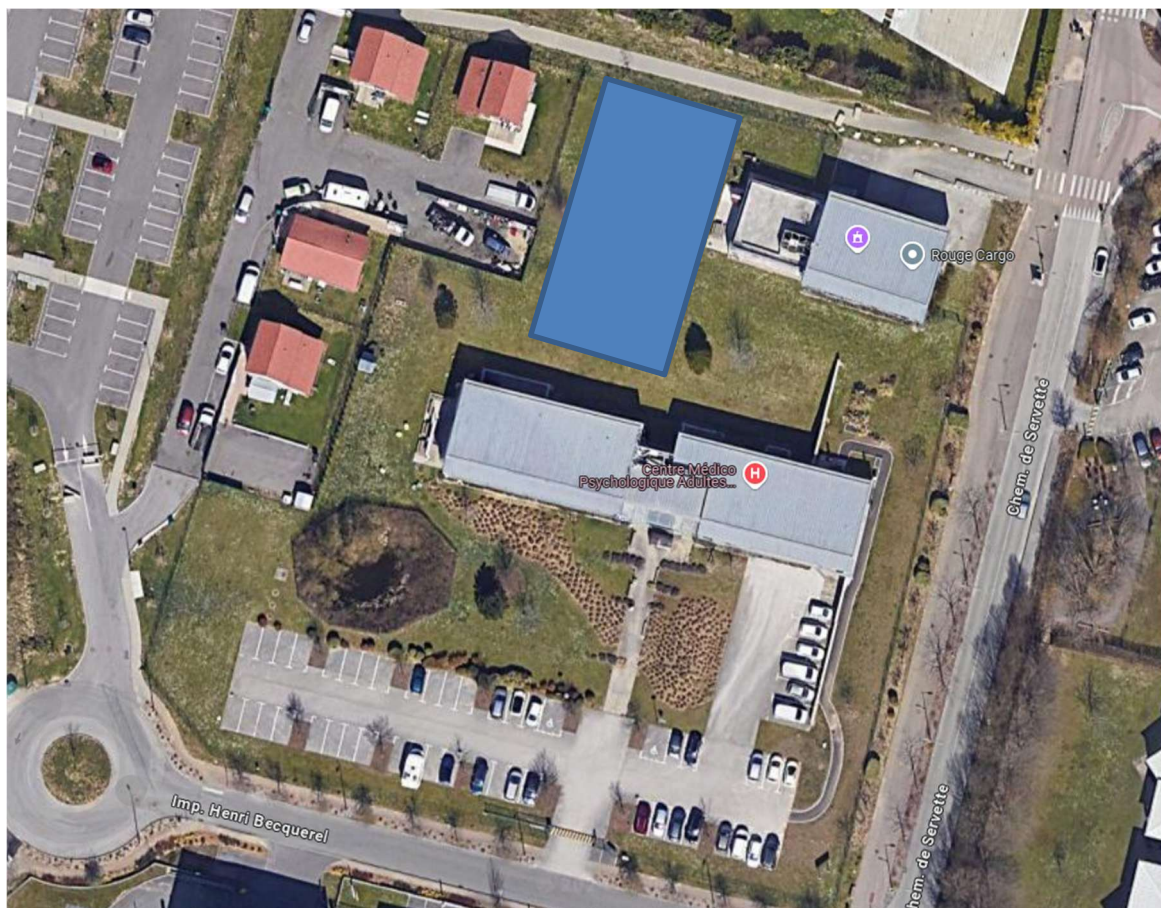
PRÉAMBULE

L'EPSM de la ROCHE SUR FORON réalisera prochainement une opération de rénovation lourde du pôle enfant de VETRAZ MONTHOUX (CMPi et CATTpi).

Afin de faciliter les travaux et de réduire au maximum les nuisances, l'EPSM souhaite délocaliser l'activité dans des bâtiments modulaires installés provisoirement sur un site situé à 200m environ (cf. photo aérienne ci-dessous).



Secteur « cible » :



GLOSSAIRE

AEP	Alimentation en eau potable
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
CFA	Courant faible
CFO	Courant fort
CSPS	Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment (organisme certificateur)
DIUO	Dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage
DTU	Documents techniques unifiés
EP	Eaux pluviales
EU	Eaux usées
MOA	Maître d'ouvrage ou maîtrise d'ouvrage
MOE	Maître d'œuvre ou maîtrise d'œuvre
OPC	Ordonnancement pilotage coordination
RE2020	Réglementation environnementale 2020
RT2012	Réglementation thermique 2012
UPEC	Norme française relative aux revêtements de sol
VL	Véhicules légers

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES DE L'OPÉRATION

a. Objet de la consultation

La présente consultation concerne le **transport, la mise en place, la location et l'enlèvement de bâtiments modulaires** à usage d'unités de soin (salles de groupe, bureaux de consultation et sanitaires).

Les bâtiments seront conformes à la réglementation en vigueur (thermique, acoustique etc.) et seront livrés « clé en main », nettoyage des locaux compris.

Ils seront prévus de plain-pied.

Les deux usages (CMPi et CATTPi) pourront être séparés seuls certains locaux seront communs et accessibles depuis les deux unités. **Les enfants accueillis sont pour le CMPi dès 1 an et pour le CATTPi dès 3 ans.**

Les travaux préparatoires de la plate-forme d'implantation sont à la charge du titulaire.

La fourniture de mobilier n'est pas prévue dans ce marché, le mobilier décrit dans les fiches techniques des locaux est donné à titre indicatif pour permettre au candidat de prévoir l'aménagement des modulaires.

b. Contexte de l'opération

L'opération est liée aux travaux de « Réhabilitation avec des aménagements plus fonctionnels du bâtiment pédopsychiatrie de la commune de Vétraz-Monthoux ».

Ainsi, des travaux de rénovation des intérieurs de bâtiments de consultations médicales doivent être réalisés à court terme. La nature de ces travaux ne permet pas de maintenir ces bâtiments en activité pendant la période des travaux.

Il a donc été envisagé d'implanter sur un site proche un bâtiment temporaire pour maintenir l'activité le temps des travaux.

Les modulaires seraient implantés comme indiqué en préambule.

c. Intervenants

- Maîtrise d'ouvrage : EPSM74 – LA ROCHE SUR FORON
- Pouvoir adjudicateur : Centre Hospitalier Alpes Léman – GHT Léman-Mont Blanc – CONTAMINE SUR ARVE
- CSPS : Messieurs Moussa BATCHAMEN (titulaire) et Moussa SIDIBE (suppléant), CBAT SARL
- Contrôleur Technique : Monsieur Joël LIMA, ALPES CONTROLES

d. Réglementation

Textes réglementaires et normes

D'une manière générale, tous les modules doivent être conformes à la REGLEMENTATION THERMIQUE EN VIGUEUR au moment de la notification du marché et/ou du dépôt du permis de construire.

Étant un site de l'EPSM74 accueillant du public, les locaux devront répondre aux réglementations du code du travail et des ERP.

La catégorie et le type retenus sont : **5^{ème} catégorie - Type W**

Les travaux seront réalisés suivant les règles de l'art et l'entreprise devra se conformer pour l'exécution des ouvrages aux conditions stipulées dans les lois, décrets, arrêtés, circulaires se rapportant aux travaux effectués, ainsi que (liste non exhaustive) :

- Les normes européennes et françaises homologuées ou enregistrées ;
- Les règles de calcul et cahiers des charges D.T.U. ;
- Les prescriptions du fabricant ;
- Les avis techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique relatif aux locaux de travail ;
- Le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux locaux ERP ;
- Les règles d'accessibilité dans les ERP ;
- Le code du travail ;
- Le règlement acoustique ;
- La réglementation parasismique.

ARTICLE 2 -DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'OPÉRATION

a. Autorisations administratives

Au vu de la durée de location des modulaires, il est nécessaire de monter un dossier de permis de construire.

Le titulaire a la charge de constituer un dossier complet de permis de construire, et de suivre son instruction auprès des services compétents.

L'entreprise devra réaliser toutes les études préalables nécessaires à l'implantation et au raccordement des modulaires pour garantir la mise en fonction des bâtiments dans le respect des règles de l'art et des règles de sécurité afférentes.

Elles comprennent (liste non exhaustive) :

- L'implantation générale,
- Les principes de raccordement des fluides,
- Le bilan de puissance électrique de l'ensemble de l'installation,
- Les principes d'accès et de circulation.

Elle devra également réaliser les études pour l'aménagement intérieur : implantation de l'ensemble des équipements courant fort, courant faible, plomberie, chauffage, climatisation etc.

Avant le début des travaux, l'entreprise devra rendre compte des études réalisées et faire valider l'organisation des prestations à mettre en œuvre pour la réalisation des bâtiments par le service technique de l'EPSM74 (en lien avec les usagers).

En aucune façon elle ne devra se prévaloir du manque d'information pour refuser de revoir ses études ou son calendrier.

Le titulaire fait son affaire de la délivrance des autorisations administratives liées à l'exécution du marché, notamment les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les frais associés, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages etc. nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage apporte son concours au titulaire pour lui faciliter l'obtention des autres autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires à l'installation des chantiers et au dépôt temporaire des déblais.

b. Études d'exécution

Documents fournis par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage fournit les plans et DOE du site dont il dispose.

Le titulaire fera son affaire des documents manquants ou qu'il souhaiterait.

Il ne pourra pas prétendre à d'autres documents.

Documents fournis par le titulaire

Le titulaire fournira au maître d'ouvrage, **dès la remise de son offre** :

- Tous les procès-verbaux des matériaux conformes aux normes, règlements et D.T.U. en vigueur, ainsi que la documentation et avis techniques, les notes de calcul des ouvrages (**entre autre au regard de la réglementation parasismique**), les plans de longrines et d'ancrage, le dossier des terrassements exécutés etc.
- Le plan de prévention et le protocole de chargement et de déchargement,
- Une synthèse d'étude thermique standardisée (note de calcul) permettant de justifier de la conformité des modules par rapport à la réglementation thermique en vigueur. Il fera également établir un Diagnostic de Performance Énergétique par un bureau d'étude agréé que le maître d'ouvrage se laisse le soin de vérifier.
- Une notice d'accessibilité etc.

Les prestations ne pourront être réalisées qu'après réception et acceptation par le maître d'ouvrage, et le bureau de contrôle, des divers documents précités.

À cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance. S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché fournis par le maître d'ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit.

Le titulaire est tenu de transmettre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO). Les plans d'exécution sont cotés et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont fournis pour information au maître d'ouvrage, celui-ci pouvant demander également la présentation des avant-métrés.

Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire ou par son représentant dûment habilité.

c. Planning d'exécution

Le titulaire est réputé, **à la remise de son offre** :

- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et de son environnement.
- Avoir procédé à la vérification des côtes et surfaces.
- Avoir apprécié correctement la configuration du site, l'accès et l'installation de chantier, la nature et les états des ouvrages existants.
- Avoir pris connaissance de l'ensemble du projet de marché et pris en compte toutes les contraintes et suggestions liées à la totalité des travaux prévus dans le marché.

Le titulaire restera seul responsable des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui l'oubli ou l'inobservation de ces clauses. Le titulaire ne pourra se prévaloir de renseignements inexacts ou d'ignorance pour réclamer en cours d'exécution ou en fin de travaux un supplément sur le prix global et forfaitaire.

Le titulaire est tenu de fournir un planning prévisionnel de chantier avec son offre.

Dès réception de l'ordre de service de démarrage des prestations, le titulaire sera tenu de confirmer au représentant du maître d'ouvrage un planning définitif de déroulement du chantier.

Ce planning devra tenir compte des sous-traitants éventuels, des aléas et imprévus.

d. Qualité et provenance des matériaux

Les matériaux, matériels et appareils mis en œuvre devront être de premier choix, répondant aux qualités minimales prévues dans les pièces du marché.

Le titulaire devra fournir les fiches techniques de produits (a minima : sols, luminaires, plafonds, etc.) à l'appui de son offre.

Le titulaire du marché devra présenter les échantillons et les fiches techniques afférentes au maître d'ouvrage et avoir obtenu son accord avant la passation de ses commandes.

Le titulaire du marché est tenu de fournir des installations en parfait état de finition et de fonctionnement, présentant toutes les conditions de sécurité requises par la réglementation en vigueur à la date de notification du marché, pour ce type de locaux.

Les différents composants devront être sains, propres et ne pas présenter de défaut ou d'usure risquant d'entraîner des difficultés d'exploitation ou des risques vis-à-vis de la sécurité et de l'hygiène.

La nature, la composition, les dimensions et les méthodes de mise en œuvre des matériaux seront déterminés par les performances demandées pour la nature des ouvrages considérés.

Les modes de réalisations seront toujours conformes aux prescriptions du fabricant (Cf. fiche produit).

Les produits et matériaux non traditionnels devront obligatoirement posséder un avis technique en cours de validité.

e. Préparation des travaux

Période de préparation

Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché. Elle comprend la finalisation du dossier plans et des dossiers techniques. **Elle comprend aussi le dépôt du permis de construire.**

Elle est fixée à une durée de deux mois maximum.

Le démarrage de la période de préparation est mentionné dans l'ordre de service émis par le représentant de l'EPSM74 après la notification du marché et ne peut intervenir que lorsque les tâches préparatoires sont achevées.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service pris prolonge alors le délai d'exécution du marché de la même durée.

Programme d'exécution - Calendrier d'exécution

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels, les méthodes et les moyens humains qui seront utilisés par le titulaire lors de la mise en œuvre des bâtiments sur le tènement.

Le calendrier d'exécution des travaux précise la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le programme d'exécution indique les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du groupement.

Gestion de la qualité

Pour obtenir la qualité requise des ouvrages, le titulaire prend les dispositions utiles en matière notamment :

- D'organisation ;
- De contrôles exercés par le titulaire ou pour son compte, sur ses propres actions, ou celles de ses sous-traitants. L'ensemble de ces contrôles est désigné par l'expression de contrôle intérieur ;
- De traçabilité du suivi des travaux et de traçabilité des matériaux dont il a la charge et des résultats du contrôle intérieur ;
- De modes de communication avec les autres acteurs du chantier.

Le marché ou le plan qualité peuvent identifier certaines étapes des travaux comme des étapes sensibles, où des vérifications particulières sont utiles.

On distingue en la matière :

- Les points critiques, étapes dont le titulaire prévient le représentant du MOA pour qu'il puisse, s'il le juge utile, y assister et en vérifier les conditions d'exécution ou les faire vérifier ;
- Les points d'arrêt, étapes dont le titulaire ne peut engager l'exécution qu'avec l'accord expresse du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Les résultats du contrôle intérieur sont adressés par le titulaire au maître d'ouvrage ou tenus à la disposition de celui-ci.

Registre de chantier

L'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'ouvrage, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement d'opérateurs économiques.

Ce registre est tenu à la disposition du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et est remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

f. Constat / État des lieux

Les entreprises n'interviendront sur le site qu'après constat des lieux (réalisé par huissier ou par voie de référé préventif). **Ce constat est à la charge et aux frais du titulaire.**

De plus, cette même entreprise devra procéder, à ses frais, à tout autre constat qu'elle jugerait indispensable dans une recherche éventuelle de responsabilité, prenant bien en compte l'état des constructions et aménagements mitoyens aussi bien publics que privés.

- Constat de l'ensemble des réseaux publics devra faire l'objet d'un constat contradictoire avec les différents concessionnaires et les services techniques,
- Constat vis-à-vis de l'état des chaussées et trottoirs aux abords immédiats, etc.

Il pourra être procédé à d'autres états des lieux avant réalisation ou après exécution des travaux, ou à l'achèvement d'une première phase.

Cet état des lieux fera l'objet d'un rapport approuvé par les différentes parties exécutantes et ne remplacera nullement la réception des travaux considérés.

g. Protection des ouvrages et matériels existants

Les ouvrages, matériels ou plantations risquant d'être dégradés seront protégés par le titulaire du marché. Ce dernier restera responsable de tous désordres qui pourraient leur être causés, et sera tenu d'y remédier à ses frais.

h. Plan d'implantation des ouvrages et piquetages

Plan général d'implantation des ouvrages

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie et en altimétrie, s'il y a lieu, par rapport à des repères fixes. Ce plan est notifié au titulaire, par ordre de service, dans les huit jours suivant la notification du marché, ou, si l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux est postérieur à celle-ci, au plus tard en même temps que cet ordre.

Piquetage général

Le piquetage général consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation, au moyen de piquets numérotés solidement fixés au sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes (s'il y a lieu).

La position des piquets est notée sur un plan de piquetage général ou reportée sur le plan général d'implantation des ouvrages, qui se substitue alors au plan de piquetage général.

Si le piquetage général a été exécuté avant la notification du marché, le plan général d'implantation des ouvrages notifié au titulaire comporte l'indication de la position des piquets.

Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du maître d'ouvrage ou de tierces personnes, le maître d'ouvrage prend à sa charge les sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains et communique les résultats au titulaire et au maître d'œuvre interne en vue de leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial, lui-même reporté sur le plan de piquetage général mentionné ci-avant.

Il appartient également au maître d'ouvrage de recueillir auprès des exploitants des ouvrages repérés les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux et de les notifier au titulaire.

Les travaux de piquetages sont payés et effectués sous la responsabilité du maître d'ouvrage conformément à la réglementation applicable.

Si des ouvrages souterrains, enterrés ou aériens, non repérés par le piquetage spécial sont découverts après la notification du marché, le titulaire en informe par écrit le maître d'ouvrage. Il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux.

Les investigations complémentaires éventuellement rendues nécessaires ainsi que les mesures de prévention afférentes font l'objet d'un avenant au marché à la charge du maître d'ouvrage, et donnent lieu à une prolongation de délai.

Le titulaire doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du maître d'œuvre, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

Procès-verbaux de piquetage - Conservation des piquets

Si le piquetage général et le piquetage spécial sont effectués après la notification du marché, un procès-verbal de l'opération est dressé par le titulaire. Le titulaire est tenu de veiller à la conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin.

Piquetages complémentaires

Lors de l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de compléter le piquetage général et, éventuellement, le piquetage spécial par autant de piquets qu'il est nécessaire.

En cas de piquetages complémentaires aux piquetages spéciaux déjà prévus, ces prestations sont à la charge du maître d'ouvrage.

Les piquets placés au titre d'un piquetage complémentaire doivent pouvoir être distingués de ceux qui ont été placés au titre du piquetage général.

Le titulaire est seul responsable des piquetages complémentaires au piquetage général, même s'il y a eu des vérifications faites par le maître d'œuvre.

i. Installations de chantier

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier dans la mesure où ceux que le maître d'ouvrage a mis éventuellement à sa disposition ne sont pas suffisants.

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique et devra également inclure dans son chiffrage les déchets à évacuer.

Le titulaire aura à sa charge le nettoyage et l'entretien de la base vie.

Les clôtures de chantier nécessaires à la définition d'une zone de sécurité validée par le CSPS ou le maître d'ouvrage seront à la charge du titulaire.

Le titulaire fera son affaire de tous les branchements nécessaires.

Le chantier devra être maintenu en état constant de propreté.

Le titulaire doit faire apposer dans les chantiers une affiche indiquant le maître d'ouvrage, les noms, qualité et adresse de tous les acteurs de l'opération (BCT, CSPS, entreprises, sous-traitants etc.).

j. Gestion des déchets

Le titulaire du marché est tenu d'évacuer les déchets (gravois, emballages, bidons, etc.) au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les bennes prévues à cet effet.

Au cas où ces prescriptions ne seraient pas respectées, le nettoyage et l'enlèvement desdits déchets seraient effectués par une entreprise spécialisée et la dépense facturée au titulaire du marché.

Les bennes à déchets devront être obligatoirement retirées à chaque fois qu'elles sont pleines.

TRACKDECHETS

Dans le cas de déchets dangereux, le titulaire utilise l'application TRACKDECHETS pour déclarer les déchets pour le compte du maître d'ouvrage (qui est le producteur de déchets) et générer les bordereaux de suivi des déchets dangereux de façon dématérialisée (obligation réglementaire depuis le 1^{er} juillet 2022).

La signature du BSDD est réalisée par le représentant du maître d'ouvrage de façon dématérialisée avant le départ des déchets du site.

En cas de contrôle routier, le non-respect de cette procédure peut entraîner une amende qui sera à la charge du titulaire.

Lieux de dépôt des déblais en excédent

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent, en sus des emplacements que le maître d'ouvrage met éventuellement à sa disposition comme lieux de dépôt définitifs ou provisoires.

Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'ouvrage, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

k. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente, et, le cas échéant, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié. Ils doivent également être éclairés et, au besoin, gardés.

Le titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

Le maître d'ouvrage en informe le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'ouvrage ne dégage pas la responsabilité du titulaire. Le maître d'ouvrage informe le titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

Il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

l. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'ouvrage et de toute autre autorité compétente.

Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

m. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Lorsque les travaux intéressent la circulation sur le site, la signalisation à l'usage du public doit être prévue et organisée avec l'aval de la commune ou son représentant. Elle est réalisée, sous le contrôle des services compétents, par le titulaire, ce dernier ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.

n. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Le titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires, après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

o. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés

Lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, le titulaire doit prendre, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

p. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Lorsqu'un piquetage spécial a été effectué par le titulaire - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens ;, le titulaire doit, dix jours au moins avant le début des travaux au droit ou au voisinage immédiat des ouvrages concernés, prévenir les exploitants des ouvrages repérés qui lui ont été notifiés préalablement par le maître d'ouvrage.

q. Réception des travaux afférents et mise à disposition des modulaires

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, les bâtiments modulaires font l'objet d'une réception.

Pour ce faire, le titulaire avise, le maître d'ouvrage, par écrit, de la date à laquelle il estime que les bâtiments ont été achevés ou le seront.

Nettoyage avant réception

Ce nettoyage général de mise en service sera exécuté par une entreprise spécialisée désignée par le titulaire.

Ces nettoyages intéressent toutes les parties et notamment les revêtements de sols divers, les revêtements verticaux, les accessoires de quincaillerie, les appareils sanitaires et leurs robinetteries, l'appareillage électrique, les menuiseries extérieures, les vitres et glaces 2 faces, les garde-corps, etc., cette liste n'étant pas limitative.

Les produits employés, les procédés mis en œuvre devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matériaux eux-mêmes ou de leur état de surface et, dans la mesure du possible, respectueux de l'environnement (à préciser dans l'offre).

La prestation de nettoyage devra faire l'objet d'une validation du maître d'ouvrage à l'issue de l'intervention.

Les opérations préalables à la décision de réception en vue de la mise à disposition des bâtiments

Le maître d'ouvrage procède, après avoir convoqué le titulaire, **aux opérations préalables à la réception des ouvrages.**

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Dans le cas où n'a pas arrêté la date n'a pas été arrêtée de ces opérations, le titulaire notifie cette information au maître d'ouvrage.

Les Opérations Préalables à la Réception comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention.

Un exemplaire est remis au titulaire.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'ouvrage fait connaître au titulaire s'il a ou non prononcé la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas le délai de cinq jours mentionné à l'alinéa précédent, le titulaire peut transmettre un exemplaire du procès-verbal au maître d'ouvrage, afin de lui permettre de prononcer la réception des travaux, le cas échéant.

Le procès-verbal OPR est établi et signé par le maître d'ouvrage qui le notifie au titulaire.

Un exemplaire est remis au titulaire.

Réception en vue de la mise à disposition des bâtiments

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions éventuelles des parties, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire. La réception prend effet à la date fixée pour la mise à disposition des locaux.

S'il apparaît que certaines prestations prévues et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, **ce délai ne pouvant excéder trois mois**.

La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

r. Documents à fournir au plus tard à la réception des prestations

Dossier des ouvrages exécutés

À chaque fin de prestations, et avant la réception, le prestataire devra fournir :

- Au Maître d'Ouvrage, un exemplaire sur clé USB.
- La liste des produits (matériaux comme matériels) mis en œuvre avec leurs références sur clé USB.
- Les notices techniques des matériels, notices d'utilisation et d'entretien sur clé USB permettant au Maître d'Ouvrage une bonne exploitation des bâtiments.
- Les essais de contrôle des matériaux et ouvrages (recettages, mesure de débit de ventilation, attestations de solidité...) par un certificat de contrôle établi par un bureau de contrôle aux frais du titulaire.
- Les attestations administratives liées aux autorisations administratives, le cas échéant (attestation RT, environnementale, etc. ou autre en fonction de l'évolution de la réglementation).
- Tous les documents et plans des ouvrages exécutés devront obligatoirement être établis au format DWG+PDF. Les documents écrits, notes de calculs, notices de fonctionnement constructeur et installateur seront obligatoirement en format PDF.

Garanties des installations modulaires

Le titulaire garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie de bon fonctionnement et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil

ARTICLE 3 -TRAVAUX À LA CHARGE DU TITULAIRE

a. Prestations connexes à la fourniture des modulaires

Sauf stipulations contraires, les travaux à la charge de l'entreprise comprennent la fourniture, la mise en place de structures modulaires sur les sites d'implantation et la dépose à la fin de l'opération.

Les prestations à la charge de l'entreprise sont :

Terrassements, Plateforme d'assise et Fondations

Le maître d'ouvrage opte pour la mise en place des bâtiments modulaires sur une plateforme granulaire réalisée suivant le GTR en vigueur, vérifiée par le bureau d'études géotechniques mandaté par le maître d'ouvrage et contrôlé par le bureau de contrôle.

En effet, le maître d'ouvrage souhaite conserver au terme de la location la plateforme ainsi réalisée.

Ainsi, les travaux constituant la réalisation de la plateforme d'assise, ainsi que les terrassements et arrachages d'arbres et les fondations sont à la charge de l'entreprise.

Un piquetage précis, à faire valider par le MOA, sera prévu avant la réalisation de la plateforme.

L'implantation des bâtiments sera effectuée en accord avec le maître d'ouvrage, conformément aux règles en vigueur et de manière à ce que l'éclairage soit optimal pour tous les bâtiments existants comme pour les bâtiments qui seront installés.

Le type de fondations envisagé pour la mise en place des préfabriqués sera calculé en fonction de l'altimétrie et de la nature de la plateforme ainsi créée.

Dans la logique technique précisée, les bâtiments pourront être mis en œuvre sur plots, **sous réserve d'accord du bureau de contrôle, ALPES CONTROLES, mandaté par le maître d'ouvrage.**

Les systèmes servant d'appui et de maintien au sol du bâtiment seront calculés et prévus pour un terrain réputé horizontal, réglé, net et débarrassé de tout obstacle visible ou caché, côtés 0,00m.

Ce terrain constituera la plateforme d'assise sur laquelle sera implanté le bâtiment.

Elle sera préalablement établie, dans les conditions techniques requises, à la cote théorique 0,00.

Les dimensions auxquelles sera livrée cette plateforme devront être compatibles avec l'encombrement de la construction qu'elle reçoit, y compris les escaliers d'accès.

Réseaux souples et gravitaires

Les raccordements des arrivées d'eau et des vidanges des eaux usées sur les réseaux en attente, ainsi que la protection des canalisations hors gel sont à la charge de l'entreprise.

- Les réseaux d'alimentation en eaux qui pourront être en apparent (avec protection mécanique et isolation thermique) ou en enterré, avec vannes d'arrêts à l'entrée du bâtiment.
- Les réseaux d'évacuations des eaux usées et des eaux pluviales, station de relevage ou de refoulement (si nécessaire) comprenant : regard, pompe de type eaux chargée compatible etc.

Les prestations comprendront aussi la mise en place des fourreaux, regards et tampons hydrauliques en fonte, chambre de tirage pour réseaux enterrés et de poteaux scellés pour réseaux aériens. Ces travaux devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Electricité

- Le raccordement des tableaux électriques sur les lignes en attente,
- Le raccordement des parties métalliques à un conducteur de protection par borne de terre,
- Les prises de courant dans les bungalows,
- Les armoires électriques secondaires des modules,
- Les liaisons électriques de l'armoire générale vers les différents bungalows,
- Toutes les protections de lignes,
- L'éclairage des locaux et les alimentations des blocs de secours,
- L'éclairage des espaces extérieurs.

Informatique en lien avec le service informatique de l'EPSM

- Le raccordement des bornes wifi,
- Le raccordement des prises RJ45,
- Les réseaux courants faibles (alarme incendie, anti-intrusion, téléphone, informatique, sonneries...)

Voirie et réseaux divers (VRD) - raccordements

- Le plan joint matérialise l'emplacement des réseaux les plus proches et définit le tracé des tranchées et réseaux à réaliser pour raccorder les bâtiments à construire.

- L'alimentation en électricité sera réalisée depuis le poste ENEDIS (suivant leurs indications). Elle sera réalisée en aérien jusqu'aux nouveaux bâtiments modulaires.
- Le réseau informatique sera récupéré depuis le bâtiment existant, en conduite aérienne.
- L'alimentation en eau sera récupérée depuis le bâtiment existant, en canalisation souterraine.
- Il conviendra de se raccorder aux réseaux des eaux usées et des eaux pluviales, via une tranchée allant aux réseaux existants.

Fourniture et l'installation des modulaires dont les caractéristiques sont décrites dans le présent CCTP

La fourniture et l'installation des bâtiments seront réalisées en site occupé.

Aussi, il est demandé au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants de maintenir protégée la zone d'évolution par la mise en place, par exemple, de barrières Heras, « d'homme-circulation », ou de toute autre action que le CSPS pourrait demander. Il appartient au titulaire de bien prévoir ces protections vis-à-vis de l'environnement dans son offre. En effet, il ne pourra prétendre à aucune indemnisation ou rémunération supplémentaire.

L'ensemble des levages et manutentions nécessaires à la mise en place des structures

Le titulaire présente une offre intégrant l'ensemble des levages et manutentions nécessaires à la mise en place des structures. S'il fait appel à des locataires, il lui appartient de bien les informer sur les dispositions à respecter au regard des utilisateurs, usagers du domaine public etc.

Tout non-respect des dispositions édictées par le CSPS, entre autre, pourra conduire à l'éviction du locataire et/ou du sous-traitant incriminé sans mise en demeure préalable. Le titulaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnisation.

Présence aux réunions de chantier à la demande du maître d'ouvrage

Le titulaire doit être impérativement présent à toutes les réunions auxquelles il est convoqué par le maître d'ouvrage.

Vérification toutes les caractéristiques techniques

Le titulaire vérifiera la nature des matériaux, diamètre, section, pression... des réseaux sur lequel il se raccordera.

Location des modulaires

Le coût mensuel de location des modulaires et le coût du mois supplémentaire comprend l'ensemble des équipements mis à disposition. **Le titulaire ne pourra prétendre à aucun autre coût supplémentaire.**

La dépose et le retrait des modulaires y compris le transport

La dépose ainsi que le retrait des modulaires seront réalisés en tenant compte de l'environnement, des utilisateurs et usagers du domaine public comme lors de la mise en place de ceux-ci. Les mêmes dispositions s'appliquent.

La remise en état du terrain

Après l'enlèvement des bâtiments modulaires, le titulaire ne devra envisager que l'enlèvement de l'ensemble des éléments maçonnés apportés ou mis en œuvre.

Il procèdera ensuite au remodelage de la plateforme évitant des talus à forte pente, à la mise en place de la terre végétale stockée sur la plateforme réceptionnée et conservée après y avoir mis en géotextile anti contaminant.

Il procèdera enfin à l'enlèvement des pierres ou blocs présents et à l'ensemencement.

Un levé topographique sera réalisé après l'enlèvement des bâtiments et mise en place de la terre végétale. Ce levé sera géoréférencé et sera intégré au DOE ainsi remis.

Les réseaux, regards et autres équipements relatifs aux eaux usées et eaux pluviales seront aussi relevés par le topo.

Autres travaux pouvant s'avérer nécessaires en cours d'études et/ou de travaux

L'entreprise devra prévoir tous les travaux indispensables au parfait achèvement de tous les ouvrages nécessaires au fonctionnement des installations.

Ces installations seront livrées en parfait ordre de marche, y compris le transport, la fourniture, la pose, le raccordement, l'alimentation, le réglage de tous les appareils et organes divers nécessaires au bon fonctionnement, les essais nécessaires précédant l'admission.

Avant le début des travaux, l'entreprise devra se rendre compte de l'état des lieux et des conditions d'exécution des travaux à réaliser.

En aucune façon elle ne devra se prévaloir du manque d'information pour refuser l'exécution dans les conditions de base du marché, de l'ensemble ou d'une partie des installations nécessaires au parfait fonctionnement.

Les installations devront répondre au descriptif du cahier des clauses techniques particulières.

Tout manquement aux stipulations entraînerait pour l'entreprise une obligation de remise en conformité, et cela sans aucune indemnité.

S'il y avait une incertitude quant aux conditions d'exécution des prestations, l'entreprise devra en référer au maître d'ouvrage.

L'ensemble des plans de récolement des installations réalisées reste à la charge de l'entreprise. Ces documents devront être remis au maître d'ouvrage lors des opérations préalables à l'admission des travaux.

b. Vérification des installations

L'entreprise titulaire devra :

- **Obtenir l'accord du contrôleur technique désigné par le maître d'ouvrage sur les schémas et plans avant toute exécution ;**
- **Réaliser en temps voulu toutes les démarches nécessaires et indispensables auprès des organismes administratifs ;**
- **En cas de non-conformité, les frais de nouvelles vérifications ainsi que les frais de mise en conformité seront à la charge de l'entreprise ;**
- **L'entreprise est tenue de vérifier les côtes de passage des modulaires et le positionnement des réseaux.**

L'entreprise est tenue de fournir au bureau de contrôle tous les procès-verbaux (PV) de contrôle qui lui seront demandés. Lors de l'admission, l'entreprise fournira :

- Un résumé des consignes d'entretien ;
- Un certificat de conformité des installations ;
- L'ensemble des notices d'utilisation des équipements.

c. Conditions de livraison pour l'installation des modulaires

Sont à la charge de l'entreprise le transport des modules sur le site d'implantation, le montage, le grutage, ainsi que l'installation (y compris la réalisation des fondations) et le branchement des modulaires.

Chaque bâtiment sera réceptionné clés en main, excepté le mobilier.

L'entreprise devra s'assurer de l'approvisionnement de l'ensemble des structures prévues selon le planning sur lequel elle s'est engagée. Tout retard de livraison pourra occasionner l'application de pénalités.

Les bâtiments et leurs chemins d'accès seront nettoyés avant toute réception (vitres, sols, sanitaires), les cartons seront aussi évacués.

d. Conditions de retrait des modulaires

Sont à la charge de l'entreprise le démontage, le grutage, le chargement et le transport des modulaires.

La dépose des fondations maçonnées, le transport et traitement des déchets, ainsi que la remise en état de la zone du bâtiment sont aussi à la charge de l'entreprise.

La conception des bâtiments devra permettre un démontage pour transfert aisé. Les préconisations du prestataire concernant le démontage seront détaillées dans le mémoire technique.

La prestation comprend :

- Le démontage partiel ou complet d'une construction modulaire y compris toutes sujétions de désolidarisation éventuelle (structure, réseaux, etc...) d'une construction modulaire ou non.
- La neutralisation des réseaux (obturation des réseaux EU/EP/AEP dans les citerneaux/regards)
- La dépose, éventuellement, sous accord du maître d'ouvrage des réseaux enterrés devenu inutiles entre modulaires et citerneaux/regards
- La neutralisation et le repli des réseaux aériens le cas échéant (électricité, télécom, etc.)
- La remise en état du site (cf. § a)

Le délai de prévenance pour la fin de la période de location est de 2 mois avant la date effective du retrait des modulaires.

Le titulaire en sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception ou via un courriel avec accusé de réception horodaté (via le profil acheteur).

Le retrait des modulaires se fera après le retrait du mobilier.

Le dernier mois de location sera réglé au prorata du temps de location effectif, jusqu'à la date de fin de location.

Tout retard dans le retrait des modulaires pourra occasionner l'application de pénalités.

ARTICLE 4 -DISPOSITIONS TECHNIQUES

a. Structure

La structure modulaire devra présenter un système d'isolation thermique suffisant afin d'atteindre les objectifs de la réglementation thermique en vigueur.

Les ossatures seront assemblables et reconfigurables.

Elles doivent être adaptées aux caractéristiques climatiques et naturelles de la Commune concernée.

Tous les systèmes pourront être utilisés sous réserve d'être calculés suivant les règles en vigueur (normes d'exécution ou de mise en œuvre, normes de conception ou de dimensionnement des ouvrages, DTU, eurocodes, etc.).

Les structures devront répondre aux conditions de surcharge de planchers de 250 kg/m².

- S'il est fait appel au bois, et quelle que soit l'essence employée, et dans le respect de la réglementation, tous les ouvrages devront être traités à titre définitif contre l'attaque des insectes et des champignons au moyen d'un produit bénéficiant du label C.T.B.F.
- S'il est fait appel à l'acier, toutes les pièces seront traitées contre la corrosion par une galvanisation à chaud ou trempé.

Les structures devront avoir une stabilité suffisante en cours de montage pour éviter tous risques d'effondrement ou de déformation durant cette phase.

Le constructeur est tenu de faire appel à des modes de mise en œuvre rapides, simples et ne nécessitant pas de moyens matériels ni de levage importants.

La structure devra permettre des associations rationnelles avec les autres parties de la construction ne mettant pas en cause leur démontabilité. Elle ne devra pas présenter, dans le cas d'éléments verticaux apparents, d'angles vifs sur une hauteur minimale de 2,0 m à partir :

- du niveau fini du sol intérieur
- du niveau du T.N. théorique côté 0,00 extérieurement.

Lorsqu'il sera prévu une toiture spécifique, la structure sera renforcée de façon à assurer la stabilité en fonction de la zone sismique et reprendre les charges verticales entre les structures de toiture et de plancher bas et les éventuelles surcharges climatiques.

Une attestation de solidité de l'ouvrage établie par un bureau de contrôle agréé devra être fournie par le constructeur.

Les éléments principaux de la structure du bâtiment doivent suivant sa catégorie, répondre aux dispositions du règlement sécurité des locaux d'habitation (arrêté du 13 janvier 1986).

b. Toiture

La toiture sera constituée par une charpente (ou une structure porteuse) et une couverture, ces éléments pouvant être distincts ou associés sous forme d'un complexe.

La solution recommandée, la plus adaptée à ce genre de bâtiment, est celle qui consiste à prévoir un complexe de toiture, à la sous-face duquel seraient directement associés des éléments de finition assurant, dans les domaines :

- du confort acoustique des locaux ;
- de leur fonctionnalité et de leur esthétique ;
- des performances au moins identiques à celles requises normalement pour des faux-plafonds.

Les éléments constitutifs des faux-plafonds (s'il y en a) devront être mis en œuvre de manière à ne subir aucune déformation et les procédés de fixation, de calage ou de verrouillage de ces éléments sur leurs supports, seront étudiés de façon à ce que la stabilité de l'ensemble du faux-plafond mis en place reste assurée même en cas de déformation des ouvrages du gros-œuvre ou sous l'action des agents atmosphériques. Le constructeur s'engagera sur cette stabilité.

Les faux-plafond devront en particulier répondre aux exigences suivantes :

- facilité de nettoyage ;
- sensibilité réduite à la poussière ;
- limitation des couvre-joints ou supports apparents.

Les charpentes pourront être soit en bois (qualité charpente), soit en acier, soit mixte (éléments bois et acier).

Elles seront préfabriquées et conformes, en ce qui concerne les caractéristiques de leurs constituants et leur mode d'exécution, aux normes en vigueur.

Tous les systèmes de couverture pourront, sous réserve des dispositions ci-après, être proposés.

Dans le cas de faux-combles, leur ventilation devra être assurée conformément aux cahiers des charges DTU en vigueur. Les caractéristiques des matériaux choisis ainsi que leur mode de mise en œuvre devront répondre aux prescriptions, soit des cahiers des charges DTU, soit des agréments ou avis techniques délivrés par le C.S.T.B.

L'évacuation des eaux pluviales sera assurée de l'une des façons suivantes :

Depuis la couverture, soit par chéneaux, soit par gouttières, descentes avec leurs accessoires, moignons, chutes, dauphins etc. ouvrages dont les caractéristiques dimensionnelles et la position seront arrêtées en fonction de la conception de la construction projetée.

Les matériaux employés pour la constitution de ces ouvrages, ainsi que leurs pièces de fixation, devront être insensibles à l'effet des agents extérieurs pendant la durée de vie du bâtiment.

Les chéneaux seront obligatoirement exécutés à partir d'éléments préfabriqués de grande longueur avec pièces de jonction appropriées et ne devront **en aucun cas** pouvoir être en liaison avec la partie intérieure des locaux, **notamment en cas de surverse**.

Il faudra aussi prévoir des trop-pleins adaptés.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les ancrages des avancées de toiture doivent être calculés sur les mêmes bases que celles imposées pour la stabilité de la toiture et que les sous-faces apparentes de ces ouvrages doivent présenter un aspect satisfaisant. Les chéneaux et gouttières devront être protégés de l'accumulation de feuilles ou tout autres déchets.

Selon le projet du candidat, les toitures seront équipées de garde-corps fixe pour assurer la protection des agents d'entretien.

c. **Façades**

Les éléments de façades seront du type préfabriqué et de préférence « panneaux sandwich », et ce quelles que soient leurs caractéristiques. Ils pourront être porteurs si le parti constructif adopté l'exige.

Ils devront, en outre, répondre aux exigences suivantes :

- Bonne tenue dans le temps des revêtements extérieurs, résistance aux chocs, à l'action des agents atmosphériques et à la pollution de l'air
- Résistance aux chocs du revêtement intérieur particulièrement sur 1,00m de hauteur au-dessus du niveau du sol et entretien facile
- Étanchéité à l'eau, en particulier aux divers raccordements avec le plancher bas et au droit des liaisons avec les autres ouvrages du gros-œuvre
- Résistance au feu et classement ou euroclasse approprié
- Isolation thermique suffisante afin d'atteindre les objectifs de la réglementation thermique

Le bardage extérieur s'il est métallique sera de préférence en acier ou tôle galvanisée pré-laquée. Sa nature et sa teinte seront à soumettre à l'accord du maître de l'ouvrage.

Lorsque les éléments de murs seront porteurs, ils devront être calculés suivant les règles en vigueur.

Un vide sanitaire ventilé sera aménagé sous la totalité de la construction. Ce vide aura une hauteur minimale de 0,15 m mesurée entre le niveau 0,00 du terrain et le dessous du plancher bas.

La ventilation doit être assurée entre les deux façades les plus longues opposées. La section minimale de ventilation du vide sanitaire est fixée à 0,50 dm² par mètre linéaire de façade. Les orifices de ventilation seront protégés, côté extérieur, contre la pénétration d'éléments étrangers, par des grilles métalliques traitées contre la corrosion, le cas échéant.

d. Cloisons

Les cloisons constituent les séparations entre les pièces et les couloirs d'accès.

Elles seront réalisées de préférence à partir d'éléments préfabriqués comme les panneaux de façades.

Elles pourront être porteuses. Elles devront, en outre, répondre aux exigences suivantes :

- Bonne tenue dans le temps des revêtements
- Résistance aux chocs du revêtement particulièrement sur 1,00m de hauteur au-dessus du niveau du sol et entretien facile
- Possibilité de fixer, sans difficultés, du matériel ou de petits éléments mobiliers (tringles à rideaux, étagères, crochets pour fixation de cordes à linge dans les lingerie etc.)
- Résistance au feu et classement ou euroclasse approprié, en fonction des locaux
- Étanchéité à l'eau, en particulier en pied de cloison due aux lavages à grande eau pour la cuisine et les sanitaires
- Traitement des ponts thermiques liés à la jonction des cloisons, avec les panneaux de façades, les plafonds et les planchers
- Assurer une parfaite isolation acoustique conforme à l'usage qui en est fait (laverie, blocs sanitaires et douches, salles de cours et salles de réunion). Une attention particulière sera accordée à la réverbération des sons et bruits dans ces locaux

e. Revêtement de sol

Le revêtement de sols sera de préférence en PVC, de type thermostatique. Il sera conforme aux normes, règlements et DTU en vigueur.

La teinte sera à définir par le maître d'ouvrage. Le Classement UPEC sera celui qui est approprié à l'usage. Il aura un classement au feu approprié.

Son entretien sera facile et ne nécessitera ni cire ni métallisation, une fiche d'entretien préconisée par le fabricant sera fournie obligatoirement lors de la réception.

f. Menuiseries extérieures

Elles seront intégrées aux panneaux de façade et formeront un ensemble homogène. Les huisseries et les encadrements seront le moins visible possible.

Le choix des matériaux employés dépendra donc directement des choix opérés pour les panneaux de façade.

Les ouvrages seront conformes aux dispositions des cahiers des charges DTU et aux normes en vigueur.

Elles pourront être réalisées également avec des éléments préfabriqués offrant toute garantie contre l'effet des agents atmosphériques extérieurs et dont les performances feront obligatoirement l'objet d'un procès-verbal ou d'un classement émanant d'un laboratoire officiel.

Dans le cas d'utilisation d'alliages légers, les profils prévus devront avoir une inertie satisfaisante compatible avec les dimensions des ouvrages.

Portes extérieures

Le nombre de portes extérieures et leur positionnement sera fonction de l'usage du bâtiment.

Dans chaque local, la position de la porte donnant sur l'extérieur et servant d'issue de secours, sera étudiée en fonction de l'implantation de la porte d'accès intérieure au local et des équipements.

Elle devra permettre l'évacuation des occupants sans difficulté en cas de besoin.

L'ouvrant sera muni sur sa face interne d'une plinthe coup-de-pied et d'une plaque de propreté à hauteur convenable. Une barre de manœuvre robuste (ou tout autre système analogue) ne présentant pas d'arêtes dangereuses sera disposée sur les deux faces de chaque vantail à 1m de hauteur environ.

Elle devra être fixée très solidement sur son support et être protégée contre l'action des agents extérieurs, en particulier contre corrosion si elle est métallique. Elles intégreront les prestations suivantes :

- Seuil en inox
- Béquille double en aluminium satiné
- Serrure de sûreté à canon européen, fourniture de 3 clefs par porte
- Bouton moleté de décondamnation à l'intérieur
- Ferme-porte hydraulique pour porte de secours
- Butoir d'arrêt sur potelet avec une zone en caoutchouc pour amortir les chocs
- Poignée de porte à 40cm d'un angle rentrant de paroi ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant
- Pour les locaux humides, les portes seront équipées de plaques de propreté.

Fenêtres

Les fenêtres seront en double vitrage en PVC, aluminium, ou bois, profilées à rupture de pont thermique avec grille d'aération en partie supérieure.

Leur classement AEV sera adapté en fonction du site de l'installation.

Leur surface devra permettre un niveau d'éclairement naturel conforme à la réglementation.

Cette surface devra être si nécessaire adaptée pour être compatible avec les exigences en termes de coefficient thermique de déperdition surfacique de la paroi (U).

Les critères principaux auxquels doivent répondre ces types de menuiseries sont les suivants :

- Des parties ouvrantes,
- Étanchéité à l'eau,
- Perméabilité très réduite à l'air,
- Sécurité à l'ouverture pour éviter, avec certains types d'ouvrants les risques d'accidents,
- Possibilité d'adaptation de dispositifs de protection solaire ou visuelle extérieurs (brise-soleil ou film) sans difficulté de mise en œuvre et sans gêne pour la manœuvre des ouvrants

Les fenêtres des salles de vie (ateliers, cuisine, salle à manger etc.) et des bureaux de consultation comporteront des volets roulants à lame PVC ou aluminium en fonction du degré de protection souhaité, en double paroi, avec commande manuelle. Le coffre de ce dernier sera invisible de l'extérieur.

g. Menuiseries intérieures

Les portes intérieures donnant sur les couloirs d'accès communs seront en bois ou en métal.

Les ouvrages seront conformes aux dispositions des cahiers des charges D.T.U. et aux normes en vigueur.

La porte comprendra un vantail ouvrant de l'intérieur du local vers le couloir commun et ses dimensions hors tout ne pourront être inférieures à 0,90 x 2,05 m (passage utile 93 cm). La porte sera traitée en continuité et homogénéité avec le panneau de cloison.

Elle intégrera les prestations suivantes :

- Seuil en inox
- Béquille double en aluminium satiné
- Serrure de sûreté à canon européen, fourniture de 3 clefs par porte
- Bouton moleté de dé condamnation à l'intérieur de la salle
- Ferme-porte
- Butoir d'arrêt caoutchouc
- Poignée de porte à 40cm d'un angle rentrant de paroi ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant
- Dispositif anti-pince doigts intégré

Le candidat pourra proposer des éléments issus du réemploi sur tout ou partie des menuiseries intérieures.

Électricité CFO/CFA

Les installations électriques relatives à l'éclairage, à la distribution, au chauffage seront conformes à la norme en vigueur (NFC 15 100...) et au règlement de sécurité du code du travail et des ERP.

Elles devront être soumises pour examen et accord à un bureau de contrôle agréé pour la vérification de la conception et de la réalisation des installations et équipements électriques.

À cette fin, toutes précisions seront données à ce bureau par le constructeur en ce qui concerne les références, caractéristiques de l'appareillage et des équipements proposés.

Les prestations comprennent la totalité des installations électriques livrées en ordre de marche, toutes sujétions incluses et notamment :

- Un tableau général avec interrupteur à dispositif différentiel haute sensibilité 30 mA et disjoncteurs divisionnaires de protection des lignes
- Le câblage U1000RO2V
- Un disjoncteur magnétothermique à coupure apparente pour la protection, la commande et le sectionnement des circuits

La fourniture et la pose dans les locaux des matériels suivants :

- Tableau individuel comprenant un disjoncteur et une protection des lignes pour chaque bâtiment et non accessible aux enfants et placé dans le local fermé à clé
- Distribution sous goulottes
- Les locaux seront équipés de luminaires LED, activable par détection de présence dans les blocs sanitaires et les circulations, et par interrupteur simple allumage dans les autres pièces
- Chaque bâtiment devra avoir accès au réseau WIFI
- Une alarme incendie de type 4 est prévue dans les circulations. Elle devra avoir une autonomie de 15 minutes
- L'éclairage de sécurité, secouru par batterie, sera prévu
- Des détecteurs à incendie seront prévus dans chaque chambre
- Les luminaires pourront être encastrés dans les plafonds suspendus si nécessaire. L'éclairage artificiel sera réalisé au moyen d'appareils présentant une bonne conception, une fabrication robuste, etc.
- Des facilités d'entretien, un bon rendement, leur implantation doit permettre une répartition satisfaisante du flux lumineux.
- Des prises de courants et des prises RJ45 seront prévues en nombre suffisant (cf. article 6)

Chauffage

Le chauffage sera assuré par des convecteurs électriques robustes et conformes à la RE2020.

Les organes de programmation du chauffage (horloge, température) seront placés dans une armoire non accessible aux enfants.

Les panneaux de façade seront pourvus de grilles d'entrée d'air en partie basse et en partie haute (dimensionnement conformément à la réglementation en vigueur).

Les locaux sanitaires seront équipés de VMC selon les réglementations en vigueur.

La température des locaux destinés à recevoir du public ou des travailleurs, à obtenir est de 19°C. Cette disposition ne concerne pas les modules salles d'activités, sanitaires ou stockages.

Le chauffage électrique sera de type panneaux rayonnants, homologués CE, NF électricité performance catégorie C :

- Classe II, IP 24
- Corps de chauffe en aluminium extrudé à grande surface de diffusion
- Horloge de programmation
- Thermostat
- Commande de dérogation manuelle, molette de réglage de température, témoin lumineux de chauffe
- Système de blocage des commandes
- Carrosserie : carter, façade, grille perforée en acier, pattes de fixation en acier galvanisé Pour les autres modules, les convecteurs électriques sont autorisés.

Le nombre, la puissance et la disposition seront déterminés par une étude thermique seront proposés au maître d'ouvrage avant exécution des travaux.

Climatisation

La climatisation sera présente dans toutes les pièces et sera gérée depuis une commande générale.

Ventilation naturelle

Les panneaux de façade seront pourvus de grilles d'entrée d'air en partie basse et en partie haute (dimensionnement conformément à la réglementation en vigueur).

h. Plomberie

La pression d'alimentation en eau potable sera de 3 bars.

Une vidange du circuit d'eau sera installée de manière à pouvoir vidanger l'ensemble en amont des périodes d'inoccupation des locaux.

Les canalisations de distribution seront en tubes appropriés évitant tout risque bactériologique et/ou de légionnelle. Elles seront aussi conformes aux réglementations techniques et sanitaires en vigueur.

Les canalisations d'évacuation seront en tubes P.V.C.

Les appareils sanitaires seront en céramique sanitaire émaillée de couleur blanche.

La production d'eau chaude sera assurée par un chauffe-eau électrique à accumulation commun aux 2 blocs sanitaires et la cuisine.

Il sera en cuve émaillée protection par anodisation, régulation et sécurité par thermostat, résistance électrique immergée. Capacité 15 litres d'eau (puissance 2 kW, temps de chauffe de 30 minutes).

Cet équipement sera posé en partie haute non accessible aux enfants.

ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES BESOINS : SURFACES

Les locaux comporteront un seul niveau, auront un accès principal aux locaux communs aux deux unités (CMPI et CATTPI) comportant le secrétariat, les sanitaires personnels et les locaux annexes (ménage, stockages etc.) et seront en liaison extérieure avec la zone de stationnements contiguë.

L'ensemble modulaire devra permettre une utilisation quotidienne et continue des locaux, une attention particulière sera accordée à la résistance des ouvrages et des équipements vis à vis d'une usure prématurée.

a. Surfaces demandées pour les locaux du CMPI

Extrait du tableau des surfaces :

fontions détails des salles	surface unitaire	qté projetée	surface projetée
salles de groupe	25,00	2	50,00
salles de psychomotricité	22,00	2	44,00
bureaux	12,00	8	96,00
accueil-secrétariat	18,00	1	18,00
salle d'attente	12,00	1	12,00
salle de pause	15,00	1	15,00
sanitaires personnel	PM		
sanitaires patients	4,00	1	4,00
stockage	6,00	1	6,00
local ménage	5,00	1	5,00
		18	250,00

Le tableau de surface en annexe du RC est à compléter par le candidat pour présenter ses propositions en termes de surfaces.

b. Surfaces demandées pour les locaux du CATTPI

Extrait du tableau des surfaces :

fontions détails des salles	surface unitaire	qté projetée	surface projetée
salle d'apaisement	12,00	1	12,00
ateliers	15,00	3	45,00
secrétariat	PM		
salle de réunion	15,00	1	15,00
cuisine	15,00	1	15,00
salle à manger	32,00	1	32,00
vestiaires enfants	10,00	1	10,00
sanitaires personnel	4,00	1	4,00
sanitaires patients	4,00	1	4,00
stockage	6,00	1	6,00
local ménage	PM		
rangement matériel	6,00	1	6,00
		12	149,00

Le tableau de surface en annexe du RC est à compléter par le candidat pour présenter ses propositions en termes de surfaces.

ARTICLE 6 – DETAILS DES SALLES

a. Espaces communs

Fontions des salles	Surfaces	Destination	Capacité d'accueil	Localisation Liaisons Accès préférentiels	Organisation Qualité	Equipements	Electricité	Eclairage	Cfa	Raccordements EF et EC
accueil-sécrétariat	18,00	secrétariat pour le CMPI et le CATTPI	2 agents + photocopieur + archives "vivantes"	pièce située en face de la porte d'accès du public	salle insonorisée	chauffage et climatisation	8 prises de courant	Luminaire LED encastré	6 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	
salle d'attente	12,00	salle d'attente pour CMPI	6 personnes assises	salle implantée à proximité du secrétariat et visible depuis ce dernier	salle insonorisée	chauffage et climatisation	1 prise de courant	Luminaire LED encastré		
salle de pause	15,00	salle de pause personnel	10 personnes simultanément	salle située à proximité de la cuisine du CATTPI et proche des sanitaires personnel	salle insonorisée	chauffage et climatisation	1 prise de courant	Luminaire LED encastré	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	Evier sur meuble Meuble haut pour mise en place micro-onde
sanitaire personnel	4,00	sanitaire accessible PMR		proche de la salle de pause et au centre des deux unités				Luminaire LED encastré		WC PMR + lavabo
local ménage	5,00	stockage des consommables - ménage et chariot		si possible au centre des deux unités			1 prise de courant	Luminaire LED encastré		Point d'eau avec évacuation

b. Salles du CMPI

Fontions des salles	Surfaces	Destination	Capacité d'accueil	Localisation Liaisons Accès préférentiels	Organisation Qualité	Equipements	Electricité	Eclairage	Cfa	Raccordements EF et EC
salles de groupe	25,00	salle d'activités corporelles	8 enfants + 2 professionnels	situées loin de la salle d'attente	salle insonorisée	chauffage et climatisation	4 prises de courant	Luminaire LED encastré	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	
salles de psychomotricité	22,00	mise en place d'ateliers de psychomotricité / jeux	1 enfant et 1 professionnel	situées loin de la salle d'attente	salle insonorisée	chauffage et climatisation	4 prises de courant	Luminaire LED encastré	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	
bureaux	12,00	bureau de consultation	1 professionnel + 1 enfant + 2 adultes accompagnant	situées loin de la salle d'attente	salle insonorisée	chauffage et climatisation	4 prises de courant	Luminaire LED encastré	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	
sanitaires patients	4,00	sanitaires pour les patients l'accessibilité PMR n'est pas obligatoire puisque présente pour le sanitaire du personnel		proche de la salle d'attente				Luminaire LED encastré		WC + lave-mains (PMR ou non)
stockage	6,00	stockage des jeux et activités						Luminaire LED encastré		

c. Salles du CATTPI

Fontions des salles	Surfaces	Destination	Capacité d'accueil	Localisation Liaisons Accès préférentiels	Organisation Qualité	Equipements	Electricité	Eclairage	Cfa	Raccordements EF et EC
salle d'apaisement	12,00	salle de repos possibilité de la prévoir sans vue extérieure	1 enfant en position allongée + 1 professionnel	salle isolée mais proche de la salle à manger	salle insonorisée	chauffage et climatisation	4 prises de courant	Luminaire LED encastré variateur	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	
ateliers	15,00	salle d'activités picturales etc.	4 enfants + 1 professionnel autour d'un îlot central	situés loin de la salle d'attente	salle insonorisée	chauffage et climatisation	4 prises de courant	Luminaire LED encastré	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	Evier sur meuble
salle de réunion	15,00	salle de réunion et d'échange équipe	6 professionnels autour de tables		salle insonorisée	chauffage et climatisation	4 prises de courant	Luminaire LED encastré	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	
cuisine	15,00	lieu de préparation des repas	1 professionnel	proche de la salle à manger et ayant un accès direct sur l'extérieur (parkings) pour faciliter la livraison des repas	cuisine équipée sans électroménager	chauffage et climatisation	Prises de courant pour Four, plaques de cuisson, LV et réfrigérateur	Luminaire LED encastré		Evier sur meubles de cuisine haut et bas
salle à manger	32,00	salle de repas des enfants accompagnés par les professionnels	8 enfants + 2 professionnels	située proche de la cuisine avec un accès direct		chauffage et climatisation	4 prises de courant	Luminaire LED encastré	4 prises RJ45 1 prise RJ45 en hauteur (borne Wifi)	
vestiaires enfants	10,00	salle de change	4 enfants + 1 professionnel	proche de la salle à manger et des sanitaires patients de cette unité		chauffage et climatisation		Luminaire LED encastré		
sanitaires patients	4,00	sanitaires pour les patients l'accessibilité PMR n'est pas obligatoire puisque présente pour le sanitaire du personnel		proche de la salle à manger et des vestiaires				Luminaire LED encastré		WC + lave-mains (PMR ou non)
stockage	6,00	stockage des jeux et activités						Luminaire LED encastré		
rangement matériel	6,00	rangement pour l'ensemble de l'unité						Luminaire LED encastré		

ARTICLE 7 – DIAGRAMME FONCTIONNEL

